

Lettre ouverte à nos décideurs: Loi Peeters, non merci !

Chers décideurs politiques,

Vous prônez la semaine de 45 heures de travail, et la journée de 9h – et même des journées de 11 heures et des semaines de 50 ! Vous voulez libéraliser les règles pour les heures supplémentaires et le travail le soir, la nuit et le week-end. Vous imposez que le temps de travail soit calculé sur une base annuelle ... dans la pratique, l'employeur nous imposera quand nous devons travailler plus et quand nous resterons à la maison. Du fait de l'annualisation, les heures supplémentaires (qui sont déjà possibles aujourd'hui, mais dans un cadre négocié) ne donneraient souvent plus droit à des sursalaires ! Les horaires variables pourraient n'être connus que peu de temps à l'avance à l'avance.

Comment pourrions-nous dans une telle organisation du travail faire garder nos enfants, avoir des activités volontaires ou sportives, ou des projets de vacances ? Toutes ces contraintes horaires, vous nous les vendez sous le slogan « travail faisable pour tout le monde » ... et vous dites aux gens que c'est à leur avantage, qu'ils auront plus de contrôle sur leurs heures de travail et donc plus de liberté.

Rien n'est moins vrai. Vous nous priveriez de tout contrôle sur notre temps et nous livreriez à la course folle de l'économie « 24 heures sur 24 ». Un travail vraiment viable, ce serait un travail qui ne produise pas un stress excessif, et qu'on puisse combiner avec sa vie personnelle.

De plus en plus d'analyses montrent le lien entre stress, conditions de travail et invalidité à long terme. De nombreux employés doivent faire face à l'épuisement professionnel ou à d'autres problèmes de santé; et maintenant, s'ils ne reprennent pas le travail assez rapidement, ils risquent de perdre leurs indemnités de maladie ! Qui profite de cela ? Certainement pas les travailleurs ! Par contre, l'Organisation Mondiale de la Santé met en garde contre les coûts économiques importants de cette dérive.

Et n'oublions pas nos enfants ! Lorsque les parents sont souvent absents, rentrent tard à la maison, après les repas, ou sont pris par le travail après leur journée, les enfants en souffrent. Trouvez-vous normal que de plus en plus d'enfants partent seuls vers l'école, et qu'il n'y ait personne à la maison quand ils en reviennent ?

Pour de plus en plus de parents – et surtout pour ceux qui éduquent seuls leurs enfants – il devient très difficile de combiner travail et famille. Et c'est surtout sur les femmes que pèse cette mission impossible ! Beaucoup de femmes se voient donc contraintes

de travailler à temps partiel. Mais si c'est des horaires variables, que leur reste-t-il encore de temps (vraiment) libre ? Est-ce cela, la société dont nous rêvons?

N'oublions pas non plus la valeur de notre travail non rémunéré (les tâches ménagères, l'éducation des enfants, le bénévolat, les soins apportés aux proches...). Les Belges passent en moyenne plus de la moitié de leurs heures d'activité à du « travail non rémunéré » ... qui est en réalité, vital pour notre économie.

Et enfin, chers décideurs politiques, nous sommes surtout préoccupés par le taux de chômage des jeunes, insupportablement élevé. Près d'un quart des jeunes, en Belgique, cherchent vainement un travail. Permettre aux entreprises de jongler avec les horaires de travail détruit des emplois plutôt que d'en créer. Il y a plus de 3 millions de salariés (hors fonctionnaires) dans notre pays, qui travaillent en moyenne 1500 heures par an. Supposons que la moitié d'entre eux prestent ces 100 heures supplémentaires non récupérables : ce sont 100.000 emplois qui disparaissent sur le marché du travail. Ajoutez-y la robotisation et les milliers de licenciements récents, et une chose est claire: nous avons besoin de mesures qui créent des emplois, et non pas qui en détruisent !

Travailler moins, pour travailler tous, et vivre mieux !

Réduire collectivement le temps de travail permet que nous répartissions le travail entre les personnes et aussi entre les étapes de la vie ; que les gens soient moins stressés, et puissent mieux combiner travail rémunéré et activités non rémunérées. Travailler moins permettrait de travailler tous, et de vivre mieux : les expériences de semaines de 30 heures en Suède prouvent que tout le monde y gagne.

Instaurer une nouvelle norme collective, par exemple sur base d'une semaine de 32 heures et de 4 jours donnerait à plus de gens la liberté de vivre leur vie librement et de se développer. Qui veut travailler davantage pourra toujours le faire. Pour ceux qui veulent, à côté de leur carrière, disposer aussi de temps pour prendre soin d'un proche, ou pour s'engager dans une association ou pour développer son hobby, moins de travail rémunéré offrirait plus de possibilités.

Nous avons besoin de développer des espaces d'autonomie, pour donner des perspectives à notre avenir et à celui de nos (petits-) enfants.

Par conséquent, nous disons « non merci ! » à la « loi Peeters » et nous voulons:

- **Conservier le temps de travail maximum à 38 heures par semaine**
- **Des emplois à temps plein – aussi pour les jeunes – compatibles une « vie vivable »**
- **Un débat social démocratique sur l'organisation du travail et sur la réduction collective du temps de travail**

Parmi les signataires de www.loipeeterswet.be:

Alexis Deswaef, Ligue des Droits de l'Homme, Christine Mahy, Réseau wallon de lutte contre la Pauvreté; David Murgia, artiste; Dominique Surleau, Présence et Action Culturelle; Anne-Françoise Theunissen, le Moc Bruxelles; Rachida Aziz, directeur Azira ; Eva Brumagne, CEO Femma; Marc Van Ranst, professeur de virologie K.U.Leuven; Marijke Pinoy, actrice; Marijke Persoone, Hart boven Hard; Kristien Merckx, secrétaire SETCa; Bleri Lleshi, philosophe politique et auteur de O.Un punition Néolibérale et amour au temps de la peur; Tine Hens, journaliste et auteur de The Resistance Petit; Thomas Blommaert, la publication de l'Epo; Paul Verhaeghe, psychanalyste et professeur de psychologie clinique; Sarah Bracke, professeur de l'Université de Gand sociologie et chercheur senior RHEA VUB; Stan Despiegelaere, chercheur Institut syndical européen; Magda Demeyer, présidente néerlandophone des femmes; Sofie Degraeve, Comité de consultation des femmes; Sarah Scheepers, Ella; Francine Mestrum, Docteur en Sciences sociales, expert de la sécurité sociale; André Kiekens, Directeur mondial de solidarité; Thomas Decreus, philosophe et auteur de "Un paradis souffle de la tempête» et «Ceci est demain»; Nadia Fadil, centre des enseignants interculturelisme, la migration et les minorités, K.U.Leuven; Wouter Vanbellingen, Directeur des minorités flamandes Forum; Frédéric Vanhauwaert, Coordinateur général du Réseau contre la pauvreté; Els Michiels, président KAJ; Johan Tourné, secrétaire national Samana; Michel Vandendriessche, Directeur Général Pasar; Marc Leemans, président CSC; Marc Goblet, secrétaire général FGTB; Ann Vermorgen, secrétaire nationale CSC; Jan Buelens, professeur de droit du travail, Université d'Anvers; Dyab Abou Jahjah, faiseur d'opinion belgo-libanaise, écrivain et militant; Wim Verlinde, président KWB général; Patrick Develtere, président général Beweging.net; Linde Decorte, secrétaire général Beweging.net; Ignace Glorieux, professeur de sociologie, VUB